



Au Cameroun, la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun prend des proportions inquiétantes depuis près de cinq ans maintenant. Sur le terrain, les Ambazoniens et l'armée camerounaise se livrent une guerre sans merci. C'est dans cet élan que Sisiku Ayuk exhorte ses partisans à tenir bon.

Le leader séparatiste a posté, le 7 juillet 2021, un message sans ambiguïté sur sa détermination en faveur de la sécession. *« Nous devons faire ce que nous avons à faire aujourd'hui ; nous le ferons et nous devons en tant qu'ambazoniens, afin que nos enfants puissent faire ce qu'ils veulent faire demain »*, a-t-il tweeté.

Le leader incontesté de la crise anglophone ne cache pas la vision qu'il a du pays qu'il a déjà divisé dans son imaginaire : *« La douleur de l'expérience du peuple de l'ancien sud du Cameroun britannique désormais connu sous le nom d'Ambazonie, à travers de nombreuses décennies d'oppression et d'assujettissement, est réel et très profond. Le bon chez la plupart des gens l'emporte sur le mauvais en eux »*, poursuit-il.

Cette sortie intervient un an après l'annonce par certains médias, dont Jeune Afrique et RFI, de l'existence de négociations entre le gouvernement camerounais et le leader autoproclamé d'une république imaginaire dénommée « **Ambazonie** ». Et même si Yaoundé avait officiellement signifié un démenti, nos confrères ont maintenu cette information, indiquant qu'Ayuk Tabe et certains de ses compagnons avaient été extraits de prison en juillet 2020 pour des discussions

avec un émissaire du gouvernement.

Pour rappel, le 20 août 2019, le tribunal militaire de Yaoundé condamne Ayuk Tabe et neuf autres de ses partisans à la réclusion à perpétuité. Il faut dire que Sisiku Ayuk Tabe est présenté comme le principal moteur de la contestation en cours dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest depuis 2016. En janvier 2020, il a été arrêté au Nigeria avec neuf de ses compagnons. Extradés vers le Cameroun, ils ont été condamnés en août de la même année à la réclusion à perpétuité et à une amende record de 250 milliards de FCFA.

Sur le terrain, malheureusement, leur arrestation n'a pas mis fin aux violences. Les abus sont même devenus quasi quotidiens. Plusieurs ONG parlent à ce jour de plus de 3 000 morts et d'au moins 600 000 déplacés, ainsi que de dizaines de milliers de réfugiés au Nigeria voisin.

Avec **Cameroun Actualités**